

# Si la CAQ souhaite promouvoir l'économie, il faut s'ouvrir au cannabis

**Courrier des lecteurs** — Le nouveau premier ministre du Québec François Legault, de la Coalition Avenir Québec (CAQ), dit qu'il veut remettre plus d'argent dans les portefeuilles des Québécois.

Et maintenant que la CAQ a le mandat d'un gouvernement majoritaire, les paroles vont bientôt se transformer en actions.

Legault et la CAQ ont déjà déclaré qu'ils sont en faveur d'un rôle croissant du secteur privé dans la santé et qu'ils veulent se débarrasser de la bureaucratie au Québec. Cependant, ils veulent réduire les taxes et les impôts.

En outre, la CAQ prétend que la Société des alcools du Québec (SAQ) « profite du statut de monopole pour faire payer davantage les consommateurs » et que le temps est venu de mettre fin au monopole de la vente des produits alcoolisés au Québec.

Chaque proposition représente une occasion historique pour les consommateurs et les entrepreneurs qui vont prospérer davantage.

Mais sur l'enjeu du cannabis, les caquistes ont tort et cette décision fera mal aux consommateurs et aux citoyens du Québec.

## Des lois trop restrictives

Comme le *Globe and Mail* l'a rapporté la semaine dernière, le Québec aura les lois les plus restrictives du Canada en ce qui concerne le cannabis. Dans la version de la loi proposée par le gouver-

nement précédent, les Québécois se voyaient interdits de cultiver le cannabis à la maison et auraient eu à choisir parmi seulement 25 points de vente dans la province, dont quatre à Montréal. De plus, les prix auraient été fixés par la nouvelle Société québécoise du cannabis (SQDC), et les citoyens n'auraient pu détenir que 150 grammes de cannabis séché par domicile. Or, la CAQ avait voté contre le projet de loi en juin et souhaitait encore plus de réglementation, notamment celle d'interdire la consommation du cannabis dans les lieux publics et fixer l'âge légal à 21 ans.

Déjà, seuls le Manitoba et le Québec interdisent la culture du cannabis à domicile, tandis que le gouvernement fédéral permet jusqu'à quatre plantes.

Pour Legault et la CAQ, la « banalisation de la consommation du cannabis » est une mauvaise idée. Sont-ils en train de laisser filer l'occasion de redémarrer le moteur de l'économie québécoise?

## Une économie verte et puissante

En 2019, le marché du cannabis devrait rapporter un milliard de dollars au Québec, soit près du quart de la taille du marché national.

Cela représente non seulement des revenus pour l'État, par les taxes collectées, mais aussi une invitation à des centaines d'entrepreneurs et d'innovateurs à répondre à la nouvelle demande de la population. Le résultat : plus d'investissements et plus d'emplois. Les magasins

## Sont-ils en train de laisser filer l'occasion de redémarrer le moteur de l'économie québécoise?

de cannabis auront besoin de biens et de services, ce qui stimulera en retour l'économie québécoise. C'est un scénario gagnant-gagnant.

Cependant, c'est une réalité envisageable seulement si le gouvernement nous offre des lois simples, efficaces et favorables au marché.

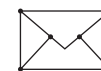
Le problème avec l'encadrement d'une loi restrictive est simple : plus elle est restrictive, plus les consommateurs vont se tourner vers le marché noir afin de se procurer leur cannabis. Selon Deloitte, seulement 47 % de Québécois ont l'intention de s'orienter vers le marché légal avec la légalisation. La majorité restera fidèle au marché noir, où il n'y a aucun contrôle de l'État

et aucune chance de récupérer les taxes. C'est ça le grand plan de la CAQ?

Nous espérons que non. La légalisation du cannabis au Canada est une incroyable occasion de montrer la capacité de notre pays d'être un modèle en matière de frais d'innovation, d'entrepreneuriat et de politiques publiques informées et applicables.

Plus que les autres partis, la CAQ se distingue en étant favorable au marché. Si elle veut garder cette distinction au cours de leur mandat, elle doit s'ouvrir au cannabis.

Yaël Ossowski, journaliste et directeur adjoint de l'Agence pour le choix du consommateur (Consumer Choice Center)



**Les propos tenus dans cette rubrique n'engagent que leurs auteurs. Les personnes souhaitant publier une lettre d'opinion dans la rubrique Forum sont invitées à soumettre leur texte à**

[courrierlesaffaires@tc.tc](mailto:courrierlesaffaires@tc.tc)

**PRI** Principles for Responsible Investment  
Réseau | Québec | Network

Conférencier d'honneur :  
**Philippe Zaouati, directeur général de Mirova**



- Membre du *High-Level Expert Group on Sustainable Finance* de la Commission européenne
- Président de *Finance for Tomorrow*
- Il est impliqué dans plusieurs initiatives internationales dont *Financial Centres for Sustainability*

5<sup>e</sup> Colloque québécois  
de l'investissement responsable :  
**Des principes aux  
solutions concrètes**

Le 20 novembre 2018

Centre Mont-Royal  
2200, rue Mansfield  
Centre-ville de Montréal

[www.unpri.org/Montreal2018](http://www.unpri.org/Montreal2018)

